



Communiqué

Nombreux à Paris le 22 mai 2014 !

Les cheminots de l'équipement, tous collèges confondus, ont porté leur confiance à la CGT à 52% dans les infra log, à 54% dans les infra pôles et à 66% dans les EIV lors des élections professionnelles du mois de mars dernier.

Au-delà de l'aspect de reconnaissance d'un travail de terrain fait par les militants de la CGT, c'est un signal d'alarme que devrait prendre au sérieux la direction de l'infrastructure !

De nombreux mécontentements grandissent et des mobilisations se construisent dans les établissements, avec la CGT, autour de DCI et actions de grève.

Ces actions sont portées autour de propositions réelles faites avec les cheminots, pour améliorer le quotidien, les conditions de travail et la qualité du service public !

Si parfois la direction a du plier sous les rapports de force, notamment sur des réorganisations, sur l'emploi et le travail de nuit, elle a toujours sa ligne directrice tracée par PEPY et le gouvernement de mettre en place une réforme du système ferroviaire dictée par les adjonctions de Bruxelles.

Les organisations imposées dans l'entreprise, comme pour les ABE, s'inspirent de ces orientations, mais avec quel avenir pour les cheminots, la qualité du travail et celui du service public ?

De la même manière, le 17 avril 2014 lors d'une bilatérale avec la CGT, la direction de l'infrastructure annonce le gel de la réorganisation sur le territoire de production sud est qui, dans un premier temps, répond au mécontentement des cheminots que nous avons argumentés et portés.

Il n'en demeure pas moins qu'ils ne cachent pas qu'ils reviendront à la charge sur ce même dossier à la suite de ce qui pourrait ressortir de la réforme du système ferroviaire.

Que ce soit :

Le groupe de travail CREQ, en passant par les réorganisation du TPSE en passant par la Lorraine (action), la mobilité imposée dans de nombreuses régions, les habilitations sécurité des agents du SE revues au rabais, le gel des embauches dans certaines régions, le bradage organisé de nos savoir-faire au privé, la remise en cause de la sécurité, le travail de nuit à outrance, le non-respect de la réglementation du travail, la non reconnaissance de notre travail sur notre salaire la prime de travail et le déroulement de carrière..., nous avons là tous les ingrédients nécessaires pour se battre et exiger une réforme du système ferroviaire sur la voie du service public, qui parte du quotidien de nos métiers à statut.

**Faisons le savoir haut et fort
en participant massivement à la manifestation unitaire
du 22 mai 2014 à Paris !**